



La Faculté en bref

- 2124 étudiants aux 3 cycles d'études
- 182 professeurs et chargés de cours
- 14 programmes d'études
- 2 départements
- 9 chaires de recherche
- 17 centres, groupes et observatoires de recherche
- 1 institut

La Faculté de science politique et de droit forme des politologues et des juristes capables de faire face aux défis imposés par les transformations majeures de la société dans le contexte de la mondialisation. Unique au Canada, la Faculté développe les liens de complémentarité existant entre la science politique et les sciences juridiques.

Spécialistes des questions internationales, les professeurs et chercheurs de la Faculté possèdent une expertise reconnue à l'échelle mondiale. Plusieurs d'entre eux sont membres de l'Institut d'études internationales de Montréal, qui renforce l'intégration de la dimension internationale de la Faculté grâce à ses unités de recherches et à ses partenaires.



Axes de recherche

Science politique :

- ↳ Relations internationales
- ↳ Politique étrangère et sécurité
- ↳ Économie politique et développement
- ↳ Gestion de l'environnement
- ↳ Politique au Canada et au Québec
- ↳ Pensée et théorie politiques
- ↳ Mouvements sociaux et forces politiques
- ↳ Administration publique et politiques publiques

Droit :

- ↳ Mondialisation
- ↳ Droit international
- ↳ Droit privé, consommation et conditions de vie
- ↳ Droit public et gouvernance
- ↳ Droit social et du travail

Soutien à la recherche et bourses aux étudiants

- ↳ Bourse de recherche du Centre de recherches pour le développement international (CRDI)
- ↳ Bourses de la Fondation Cecil Rhodes pour étudier dans les collèges de l'Université d'Oxford
- ↳ Bourses d'études supérieures et de formation postdoctorale en santé et sécurité au travail
- ↳ Programme de bourses d'études supérieures du Canada Vanier
- ↳ Bourse Vicomte Bennett de l'Association du Barreau canadien

Quelques prix et distinctions

- ↳ Julie Dufort, étudiante au doctorat en science politique et chercheuse à l'Observatoire sur les États-Unis de la Chaire Raoul-Dandurand en études stratégiques et diplomatiques, remporte le prix Desjardins pour étudiants - niveau maîtrise au Gala de l'ACFAS 2010.
- ↳ La délégation de la Faculté obtient la plus haute distinction à la Simulation des Nations Unies de New York pour une 3^e année consécutive.
- ↳ Le professeur Alain-G. Gagnon, du Département de science politique, titulaire de la Chaire de recherche du Canada en études québécoises et canadiennes, est lauréat 2010 du prix Trudeau, décerné par la Fondation Pierre Elliott Trudeau à des spécialistes des sciences humaines et sociales faisant preuve d'un engagement intellectuel hors du commun.
- ↳ L'étudiante Leticia Villeneuve remporte la bourse Rhodes, la plus ancienne et l'une des plus prestigieuses bourses de recherche universitaire au monde.

Le programme de doctorat en droit vise à former des chercheurs autonomes et des juristes hautement qualifiés aptes à contribuer à l'essor de la discipline par l'apport de recherches théoriques et pratiques, thématiques ou empiriques dans les différents champs du droit. Le programme est orienté vers le développement et l'approfondissement d'une approche interdisciplinaire, sociale et critique de l'analyse juridique.

La formation doctorale favorise l'approfondissement de la pensée juridique par la maîtrise des différents courants et théories ayant conduit à son élaboration. Ceci se traduit par un questionnement épistémologique de la discipline et une ouverture à la recherche interdisciplinaire dans le but d'apporter une contribution originale au savoir.

Particularités

- Comprend une activité de publication : permet aux étudiants de rédiger un article qui pourra être soumis pour publication et ainsi bonifier leur dossier de recherche.
- Quatre écoles d'été sont offertes : trois en droit international humanitaire, une en droit de la consommation.

Ouverture du programme à l'international

- Possibilité de cotutelle de thèse.

Perspectives professionnelles

Un grand nombre de carrières s'offrent à nos diplômés qui ont acquis connaissances, qualité d'écriture, rigueur dans l'analyse et esprit critique. Les domaines et secteurs d'activités sont : le droit, le syndicalisme, la diplomatie, le journalisme, la politique.

- Professeur de droit
- Chercheur
- Analyste en politiques
- Avocat (sous réserve d'être membre du Barreau du Québec)
- Chargé de programme dans une ONG
- Diplomate
- Conseiller juridique (fonction publique, entreprise privée)
- Conseiller aux affaires étrangères et en commerce international
- Chargé d'expertises en matière légale (accidents, crimes, etc.)
- Notaire (sous réserve de réussite de l'examen professionnel du Bureau de l'Ordre de la Chambre des notaires)

Axes de recherche

- Mondialisation et droit international
- Droit, politiques sociales et émergence des normes
- Gouvernance et état de droit

Méthodes pédagogiques privilégiées

- Les classes étant composées de 6 à 15 étudiants, le mode séminaire est privilégié. Généralement les cours sont animés par les professeurs et les étudiants sont amenés à participer activement par le biais de présentation de travaux.

Grade

Docteur en droit, LL. D.

Crédits 90

Régime et durée des études

- Temps complet : 12 trimestres (4 ans)
- Temps partiel : 18 trimestres (6 ans)

Organisation des études

Cours offerts de jour et de soir

Trimestre(s) d'admission

Admission continue

Capacité d'accueil

Le programme reçoit les candidats en fonction des capacités d'encadrement des professeurs du département.

CONDITIONS D'ADMISSION

Le candidat au programme doit être :

- titulaire d'une maîtrise ou l'équivalent en droit, obtenue avec une moyenne cumulative d'au moins 3,2 sur 4,3 ou l'équivalent, pour l'ensemble de la scolarité et des travaux de recherche. Tout dossier de candidature avec une moyenne inférieure à 3,2 mais égale ou supérieure à 2,8 sur 4,3 sera étudié par le sous-comité d'admission et d'évaluation du programme et pourrait, dans certains cas, faire l'objet d'une recommandation d'admission;

ou

- titulaire d'une maîtrise ou l'équivalent dans une discipline connexe, obtenue avec une moyenne cumulative de 3,2 sur 4,3 ou l'équivalent.

De manière exceptionnelle, un candidat n'ayant pas de grade de deuxième cycle mais détenant un grade de premier cycle peut soumettre sa candidature en raison de ses réalisations scientifiques ou professionnelles hors du commun et être admis après l'approbation du Vice-rectorat et du décanat, sur recommandation du sous-comité d'admission et d'évaluation du programme (SCAE). Le candidat au programme ayant été admis sur cette base pourra être tenu de suivre des cours d'appoint ou une propédeutique pouvant aller jusqu'à une année de scolarité préparatoire.

Dans tous les cas, le candidat au programme doit avoir complété 30 crédits de cours en droit, soit de premier cycle soit de deuxième cycle, pour être admissible.

Le SCAE du programme déterminera si les cours de méthodologie suivis antérieurement par le candidat répondent aux attentes du programme. Dans le cas contraire, le candidat se verra imposer de suivre le cours JUR7121 Méthodologie avancée de la recherche juridique ou un cours équivalent en cours d'appoint.

Tout candidat devra également présenter un sujet de thèse approuvé par un professeur habilité par le programme à titre de directeur de recherche.

Le candidat devra posséder une connaissance suffisante de la langue française qui peut être vérifiée par un test ou une entrevue. Le candidat devra également posséder une connaissance adéquate de la langue anglaise de même que de toute autre langue indispensable à la réussite de son projet de recherche.

Passage accéléré de la maîtrise au doctorat

Conformément à la réglementation en vigueur, un passage accéléré de la maîtrise au doctorat pourra être effectué avant que celle-ci ne soit terminée. Cette mesure sera cependant réservée aux candidats de mérite exceptionnel. Dans ce cas, l'admission devra être approuvée par les autorités universitaires appropriées, sur recommandation du directeur de recherche et du SCAE du programme. Pour se prévaloir d'un tel privilège, la scolarité de maîtrise devra avoir été complétée. Outre ces conditions, le candidat devra répondre à tous les autres critères d'admission du doctorat (choix du directeur, proposition de projet de recherche, sujet de thèse, connaissance des langues française et anglaise). La reconnaissance de la scolarité de maîtrise pour le doctorat se fera selon la réglementation en vigueur à l'UQAM et les conditions énoncées dans la structure de la formation.

Méthodes et critères de sélection

Évaluation, par ordre d'importance :

- du dossier académique;
- du sujet de thèse approuvé par le professeur du département s'engageant à encadrer le candidat. L'esquisse du sujet de thèse, d'environ cinq pages, doit présenter les intérêts du candidat de même que le sujet général et la pertinence de la thèse projetée. Ce texte sera évalué en fonction de sa qualité, de sa pertinence par rapport à l'orientation du programme et de sa compatibilité avec les compétences professorales;
- trois lettres de recommandation.

Une entrevue pourra être exigée par le sous-comité d'admission et d'évaluation de même qu'une vérification de la connaissance de la langue anglaise.

LISTE DES ACTIVITÉS

(Sauf indication contraire, les cours comportent 3 crédits; les cours entre parenthèses sont préalables).

Activités obligatoires (8 crédits)

- JUR9001 Perspective interdisciplinaire des enjeux contemporains de la recherche juridique (4 cr.)
JUR7301 Méthodologie de la recherche interdisciplinaire (4 cr.)

L'étudiant qui a déjà complété le cours JUR7301 Méthodologie de la recherche interdisciplinaire choisit un cours parmi les suivants :

- JUR966X Études thématiques (4 cr.)
JUR9751 Séminaire de lectures dirigées (4 cr.)

Le cours peut aussi être choisi à l'intérieur du répertoire des cours du programme de maîtrise en droit ou des répertoires propres à d'autres programmes dans la mesure où la pertinence de l'activité dans le cheminement de l'étudiant est reconnue par le sous-comité d'admission et d'évaluation.

Examen doctoral (8 crédits) :

Après avoir complété la scolarité obligatoire, l'étudiant s'inscrit à l'une ou l'autre forme d'examen doctoral (8 crédits) :

- JUR9101 Examen doctoral I - examen écrit et oral (8 cr.) (JUR9001)
JUR9102 Examen doctoral II - activité de publication (8 cr.) (JUR9001)

Proposition de thèse (12 crédits)

- JUR9901 Proposition de thèse (12 cr.)

La proposition de thèse est défendue devant un jury d'au moins trois personnes.

Thèse et soutenance de thèse (62 cr.)

La thèse constitue un travail de recherche original apportant une contribution au développement de la discipline. Elle est soutenue devant un jury d'au moins quatre personnes, dont au moins une de l'extérieur de l'Université.

Remarque : Le candidat voudra bien prendre note que les activités au choix dans ce programme et énumérées ci-dessus ne peuvent être offertes à chacun des trimestres (automne, hiver ou été). Par conséquent, elles sont réparties sur plusieurs trimestres et sont donc offertes en alternance d'un trimestre, voire d'une année à l'autre.

Doctorat en science politique (3555)

Téléphone : 514 987-4524

www.politique.uqam.ca

Ce programme vise à former des chercheurs et des analystes qui apporteront une contribution significative à l'étude des problèmes politiques et au développement de la discipline. Les activités du programme sont orientées vers les différents modes de compréhension et de conceptualisation des transformations politiques que connaît le monde contemporain, notamment la restructuration de l'espace politique (remises en cause des souverainetés, porosité des frontières, transformations du pouvoir et de la puissance), la redéfinition des identités et des modes d'appartenance, la reconfiguration des interventions étatiques et des politiques publiques ainsi que la réévaluation du politique telle que menée dans le champ de la théorie. La formation sera centrée sur l'approfondissement des connaissances théoriques et des capacités d'analyse, le développement d'une perspective critique et l'intégration au travail de recherche mené par les professeurs, les équipes et les groupes de recherche du département.

Particularités

- L'UQAM abrite l'un des plus grands départements de science politique au Québec et au Canada.
- Département fort d'une tradition critique notamment dans le domaine de la théorie et de la pensée politique, de la théorie des relations internationales et de l'économie politique internationale.
- Expertise des professeurs permettant de couvrir des domaines variés et d'aborder une diversité d'approches théoriques.
- Vitalité de la recherche : environ 40 % des professeurs possèdent des subventions externes pour un total d'environ 1,4 million de dollars par année. Celles-ci servent en partie à financer des contrats de recherche pour les étudiants au doctorat.
- Des aires de recherches qui couvrent presque toutes les régions du monde : Afrique, États-Unis, Amérique latine, Europe, Asie, sans oublier le Québec et le Canada.
- Implication des étudiants dans les activités de recherche départementale et des nombreux groupes et centres de recherche.
- Possibilité d'effectuer une concentration de 3^e cycle en études féministes.
- Seul programme à offrir deux options pour l'examen doctoral : en classe ou par publication.
- Guide pour le doctorat disponible à l'adresse : www.politique.uqam.ca/upload/files/PDF/PDF-153-Guide_programme_doctorat.pdf

Champs de recherche

- Partis politiques, études électorales
- Économie politique et développement
- Pensée et théorie politiques
- Gestion de l'environnement
- Mouvements sociaux
- Politique du Canada et du Québec
- Gouvernement et administration publique
- Relations internationales
- Politiques étrangères et sécurité
- Études féministes*

* Cette spécialisation pourra faire l'objet d'un jumelage avec d'autres champs de recherche en science politique.

Grade

Philosophiæ doctor, Ph.D.

Crédits 90

Régime et durée des études

- Temps complet : 4 ans
- Temps partiel : 6 ans

Organisation des études

Cours offerts de jour

Trimestre(s) d'admission

Automne et hiver

Capacité d'accueil

Le programme reçoit les candidats en fonction des capacités d'encadrement des professeurs du département.

Ouverture du programme à l'international

- Plusieurs ententes bilatérales, entre autres, avec l'Argentine, le Brésil, le Chili, la France, la Suisse, le Royaume-Uni.

Méthodes pédagogiques privilégiées

- Séminaires
- Conférences

Perspectives professionnelles

- Professeur d'université
- Professeur de cégep
- Chercheur
- Analyste dans l'administration provinciale ou fédérale
- Collaborateur scientifique
- Gestionnaire dans des ONG

CONDITIONS D'ADMISSION

- Le candidat doit être titulaire d'une maîtrise ou l'équivalent en science politique, obtenue avec une moyenne cumulative d'au moins 3,2 sur 4,3 ou l'équivalent. Tout dossier de candidature avec une moyenne inférieure à 3,2 mais supérieure à 2,8 sur 4,3 sera étudié par le sous-comité d'admission et d'évaluation du programme et pourrait, dans certains cas, faire l'objet d'une recommandation d'admission;

ou

- être titulaire d'une maîtrise ou l'équivalent dans une discipline connexe, obtenue avec une moyenne cumulative d'au moins 3,2 sur 4,3 ou l'équivalent; dans ce dernier cas, le candidat pourra être tenu de suivre des cours d'appoint ou une propédeutique, pouvant aller jusqu'à une année de scolarité préparatoire.

Tout candidat doit présenter l'esquisse du projet de thèse approuvée par le directeur de thèse. Par cette signature, le professeur s'engage à encadrer le candidat dans l'éventualité de son admission.

Le candidat intéressé par la concentration en études féministes doit signaler son intention dans l'esquisse de son projet de recherche.

Le candidat devra avoir une très bonne connaissance de la langue française écrite et parlée, de même qu'une connaissance adéquate de la langue anglaise. Selon le sujet de recherche, la connaissance (ou l'apprentissage) d'une troisième langue pourra s'avérer nécessaire voire indispensable pour la réussite du programme de recherche entrepris par le candidat au doctorat.

Méthodes et critères de sélection

- Évaluation, par ordre d'importance :
 - du dossier académique;
 - de l'esquisse de projet de thèse approuvée par un professeur du département s'engageant à encadrer le candidat (cette esquisse consistera en un texte d'environ cinq pages présentant les intérêts de recherche du candidat et le sujet général de la thèse ainsi que sa pertinence; ce texte sera évalué en fonction de sa qualité, de sa pertinence par rapport à l'orientation du programme et de sa compatibilité avec les compétences professorales);
 - trois lettres de recommandation.
- Une entrevue pourra être exigée.

LISTE DES ACTIVITÉS

(Sauf indication contraire, les cours comportent 3 crédits.)

Le séminaire annuel suivant (6 crédits) :

POL9000 Le monde politique contemporain (6 cr.)

Au moins un séminaire parmi les suivants (3 crédits minimum) :

POL9160 Forces politiques contemporaines
POL9260 Analyse des politiques gouvernementales
POL9360 Économie politique du développement dans les pays d'Afrique, d'Asie et d'Amérique latine
POL9460 Politique internationale
POL9580 La théorie politique aujourd'hui
POL9660 Études thématiques I
POL9665 Études thématiques II

Un autre séminaire peut être choisi parmi les précédents ou parmi les suivants (3 crédits) :

POL9556 Séminaire interdisciplinaire en théorie psychanalytique
POL9750 Séminaire de lectures dirigées
POL9760 Stage de recherche appliquée

Cet autre séminaire peut aussi être choisi à l'intérieur du répertoire des séminaires du programme de maîtrise en science politique ou des répertoires propres à d'autres programmes dans la mesure où la pertinence du séminaire dans le cheminement de l'étudiant est reconnue par le sous-comité d'admission et d'évaluation. Le programme encourage aussi les étudiants à suivre un séminaire à l'extérieur de l'institution et développe, dans ce but des protocoles d'entente avec d'autres universités. Le département de science politique participe déjà au programme de doctorat conjoint en administration.

Remarque : Le candidat voudra bien prendre note que les activités au choix dans ce programme et énumérées ci-dessus ne peuvent être offertes à chacun des trimestres (automne, hiver ou été). Par conséquent, elles sont réparties sur plusieurs trimestres et sont donc offertes en alternance d'un trimestre, voire d'une année à l'autre.

Au terme de sa scolarité, l'étudiant s'inscrit à l'une ou l'autre forme d'examen de synthèse (9 crédits) :

POL9850 Examen doctoral - activité de publication (9 cr.)
ou
POL9860 Examen doctoral en classe (9 cr.)

Proposition de thèse (9 crédits) :

POL9900 Proposition de thèse (9 cr.)

La proposition de thèse est défendue devant un jury d'au moins trois personnes.

Thèse et soutenance de thèse (60 crédits)

La thèse constitue un travail de recherche original apportant une contribution au développement de la discipline. Elle est soutenue devant un jury d'au moins quatre personnes, dont au moins une de l'extérieur de l'Université.

Doctorat en science politique avec concentration de troisième cycle en études féministes

Le doctorat en science politique s'associe à l'Institut de recherches et d'études féministes (IREF) de l'UOAM pour offrir à ses étudiants une concentration en études féministes à l'issue de laquelle une attestation de troisième cycle en études féministes est délivrée à l'étudiant en sus de son diplôme de doctorat.

La concentration de troisième cycle en études féministes vise quatre objectifs principaux :

- offrir une spécialisation en études féministes à l'intérieur du programme de doctorat en science politique;
- favoriser une approche multidisciplinaire capable d'intégrer, dans différentes disciplines, les enjeux théoriques et praxéologiques des études féministes;
- stimuler les échanges et les débats autour des meilleures connaissances et méthodes en études féministes;
- soutenir le développement d'une communauté dynamique de chercheurs en études féministes.

Conditions d'admission complémentaires

Les personnes souhaitant s'inscrire à la concentration doivent être admises au programme de doctorat en science politique. L'attestation de la concentration de deuxième cycle en études féministes ou une formation jugée suffisante constitueront les conditions requises pour l'inscription à la concentration.

Le Sous-comité d'admission et d'évaluation (SCAE) du doctorat en science politique et le Comité de gestion de la concentration à l'IREF étudient en collaboration la présentation des domaines d'intérêt des étudiants. Dans certains cas, des cours d'appoint pourront être exigés.

Cours à suivre

FEM9000 Séminaire multidisciplinaire en études féministes : savoirs, perspectives, approches

Le séminaire FEM9000 remplace un des séminaires à l'intérieur du programme de doctorat en science politique.

Thèse et Attestation

Pour recevoir l'attestation d'études de troisième cycle en études féministes, il est nécessaire de satisfaire aux conditions suivantes :

- réussir le séminaire FEM9000 Séminaire multidisciplinaire en études féministes : savoirs, perspectives, approches;
- rédiger une thèse en lien avec les études féministes (sujet, méthode, cadre d'analyse);
- compléter avec succès, sous la direction ou la codirection d'un membre professoral compétent en études féministes, une thèse dont le sujet sera jugé recevable par le SCAE du doctorat en science politique sur avis positif du Comité de gestion de la concentration de l'IREF.

Le programme de maîtrise a comme objectif central l'approfondissement des connaissances dans les champs du droit social, du droit du travail, du droit privé ou dans celui du droit international, dans une perspective d'ouverture sur les dimensions de temps (histoire du droit) et d'espace (droit comparé) et sur l'apport des autres disciplines des sciences humaines à son développement.

Le programme vise à former des juristes aptes à travailler dans des équipes multidisciplinaires, habiles à féconder leur pratique de l'apport théorique et empirique des disciplines des sciences humaines et capables de contribuer au développement de la documentation juridique en droit interne et international. Le programme est aussi ouvert à des non-juristes. L'analyse privilégiée du concours de l'action des groupes sociaux à l'évolution du droit social, du droit du travail et du droit privé constitue un autre objectif socioéconomique du programme.

Particularités

- Flexibilité pour les étudiants sur le marché du travail avec des cours offerts de soir.
- Pour les étudiants au profil mémoire, une activité de présentation du projet de mémoire leur permet de recueillir les avis et conseils de deux experts avant de débiter leur rédaction.
- Programme ouvert aux étudiants de d'autres disciplines. Un étudiant qui ne détient pas de baccalauréat en droit pourrait être admis sur la base de ses connaissances ou de son expérience connexe au droit.
- Le programme de maîtrise en droit fait partie des programmes reconnus par les ministères fédéraux (justice et affaires étrangères) (emploi COOP).

Ouverture du programme à l'international

- Toutes les concentrations comportent une dimension internationale dans les cours offerts.
- Les étudiants peuvent bénéficier de plusieurs programmes d'échange.
- Quatre écoles d'été sont offertes : trois en droit international humanitaire, une en droit de la consommation.

Stage

- Toutes les concentrations prévoient la possibilité de faire un stage.
- L'étudiant doit effectuer ses démarches. La faculté diffuse les offres de stages reçues.
- Le stage est d'une durée de trois mois minimum.

Méthodes pédagogiques privilégiées

- Les classes étant composées de 6 à 15 étudiants, le mode séminaire est privilégié. Généralement les cours sont animés par les professeurs et les étudiants sont amenés à participer activement par le biais de présentation de travaux.
- Le cours clinique de droit appliqué en droit international des droits de la personne, offre la possibilité de travailler sur de réels dossiers de violation des droits humains.
- Des conférenciers peuvent être sollicités.

Perspectives professionnelles

Un grand nombre de carrières s'offrent à nos diplômés qui ont acquis connaissances, qualité d'écriture, rigueur dans l'analyse et esprit critique. Les domaines et secteurs d'activités sont : le droit, le syndicalisme, la diplomatie, le journalisme, la politique.

- Analyste en politiques
- Avocat (sous réserve d'être membre du Barreau du Québec)
- Chargé de programme dans une ONG
- Diplomate
- Conseiller juridique (fonction publique, entreprise privée)
- Conseiller aux affaires étrangères et en commerce international
- Chargé d'expertises en matière légale (accidents, crimes, etc.)
- Notaire (sous réserve de réussite de l'examen professionnel du Bureau de l'Ordre de la Chambre des notaires)

Ce programme comporte deux profils :

- Un profil avec mémoire avec les concentrations suivantes :
 - droit social (3219)
 - droit du travail (3220)
 - droit privé (3221)
 - droit international (3820).
- Un profil sans mémoire (ou approfondissement des connaissances) avec les concentrations suivantes :
 - droit social (3019)
 - droit du travail (3020)
 - droit privé (3021)
 - droit international et politique internationale (3619).

Grade

Maître en droit LL.M.

Crédits 45

Régime et durée des études

Temps complet : 2 ans

Temps partiel : 4 ans

Organisation des études

Cours offerts de jour et de soir

Trimestre(s) d'admission

Automne et hiver

Capacité d'accueil

Le programme est contingenté à 30 étudiants pour chaque concentration.

CONDITIONS D'ADMISSION

→ Le candidat doit être titulaire d'un baccalauréat ou l'équivalent en droit obtenu avec une moyenne cumulative d'au moins 3,2 sur 4,3 ou l'équivalent. Tout dossier de candidature avec une moyenne inférieure à 3,2 mais supérieure à 2,8 sur 4,3 sera étudié par le sous-comité d'admission et d'évaluation du programme et pourrait, dans certains cas, faire l'objet d'une recommandation d'admission;

ou

→ être titulaire d'un baccalauréat ou l'équivalent dans une autre discipline, obtenu avec une moyenne cumulative de 3,2 sur 4,3 ou l'équivalent et soit posséder une expérience pratique de cinq années au moins dans le domaine du droit social, du droit du travail, du droit privé ou du droit international soit détenir une connaissance acquise via des études pertinentes dans le secteur du travail ou des programmes sociaux, soit une connaissance importante d'un système juridique étranger;

ou

→ posséder les connaissances requises, une formation appropriée et une expérience jugée pertinente.

De plus, tous les candidats doivent :

- présenter un dossier comprenant un curriculum vitæ complet et un exposé de deux ou trois pages faisant état des objectifs de formation et des objectifs professionnels du candidat;
- posséder une connaissance suffisante de l'anglais écrit, vérifiée au moyen d'un test. Le candidat dont les connaissances seront jugées insuffisantes se verra imposer un ou des cours d'appoint (maximum 6 crédits).

Méthodes et critères de sélection

1. Dans un premier temps, le sous-comité d'admission et d'évaluation vérifiera si la candidature satisfait aux conditions d'admission quantifiables.
2. Pour les candidats sans expérience significative et pertinente au domaine du droit social, du droit du travail ou du droit privé ou au domaine du droit international, la sélection sera faite en tenant compte du curriculum vitæ, selon la pondération suivante :
 - évaluation du dossier académique ou de formation : 50 %;
 - évaluation de l'exposé écrit : 50 %
3. Pour les candidats avec une expérience significative et pertinente au domaine du droit social, du droit du travail ou du droit privé ou au domaine du droit international, la sélection sera faite en tenant compte du curriculum vitæ selon la pondération suivante :
 - évaluation du dossier académique ou de formation et de l'expérience pertinente : 50 %;
 - évaluation de l'exposé écrit : 50 %
4. Le nombre de candidats acceptés sera partagé également, dans toute la mesure du possible, entre chacune des catégories prévues ci-haut.
5. Le sous-comité d'admission et d'évaluation procédera à l'entrevue d'un candidat à des fins d'explication ou de complément d'information.

LISTE DES ACTIVITÉS

(Sauf indication contraire, les cours comportent 3 crédits; les cours entre parenthèses sont préalables.)

Activités de scolarité (tronc commun partagé par toutes les concentrations, sauf la concentration en droit international et politique internationale, sans mémoire)

Activités obligatoires (8 crédits pour le profil avec mémoire);

(12 crédits pour le profil sans mémoire) :

JUR7110	Les fondements des législations sociales et du travail (4 cr.)
JUR7121	Méthodologie avancée de la recherche juridique (4 cr.)
JUR7301	Méthodologie de la recherche interdisciplinaire (4 cr.)
JUR7610	Fondements du droit international (4 cr.)
JUR7810	Fondements du droit privé (4 cr.)

Activités par concentration (12 crédits pour le profil avec mémoire); (19 ou 20 crédits pour le profil sans mémoire)

Concentration en droit privé (3021 : sans mémoire; 3221 : avec mémoire)

JUR7820	Enjeux juridiques et bioéthiques du début et de la fin de la vie (4 cr.)
JUR7830	La famille et l'union de personnes : fondements, structures et mécanismes de régulation (4 cr.)
JUR7840	Nouveaux visages de la justice et de l'équité contractuelles (4 cr.)
JUR7850	Équité et éthique en droit de l'entreprise (4 cr.)
JUR7861	Accès à la justice et gestion des conflits (4 cr.)
JUR7871	Responsabilités collectives et individuelles (4 cr.)
JUR7881	Enjeux nationaux et internationaux du droit de la consommation (4 cr.)
JUR7890	Droit international privé (4 cr.)
JUR789X	Droit privé, modèles juridiques et transferts de droit (4 cr.)
JUR790X	Actualités en droit privé (4 cr.)

Concentration en droit social (3019 : sans mémoire; 3219 : avec mémoire)

JUR7133	Le droit de la sécurité sociale : enjeux actuels (4 cr.)
JUR7141	Les programmes statutaires en matière d'indemnisation des lésions (4 cr.)
JUR7151	Droits sociaux et conditions de vie (4 cr.)
JUR720X	Actualités en droit social et du travail (4 cr.)
JUR7350	Fondements du droit de l'enfance (4 cr.)
JUR7360	Femmes et droit : enjeux contemporains (4 cr.)
JUR7370	Le droit à la santé : un droit fondamental (4 cr.)
JUR7195	Droit social et du travail : interaction avec la science et la médecine (4 cr.)

Concentration en droit du travail (3020 : sans mémoire; 3220 : avec mémoire)

JUR7131	Les aspects juridiques des mécanismes de remplacement du revenu d'emploi (4 cr.)
JUR7161	Le droit du travail et la condition de salarié (4 cr.)
JUR7171	Les modèles juridiques de rapports collectifs de travail (4 cr.)
JUR7181	Modèles comparés en droit du travail et organismes internationaux du travail (4 cr.)
JUR7185	Les litiges du travail et leurs modes de traitement (4 cr.)
JUR7190	Droit social et du travail : impacts et enjeux sociojuridiques de l'informatisation (4 cr.)
JUR720X	Actualités en droit social et du travail (4 cr.)

Concentration en droit international (avec mémoire : 3820)

JUR7605	Proposition d'un projet d'activité de synthèse (1 cr.)
JUR7610	Fondements du droit international (4 cr.)
JUR7620	Droit international des droits de la personne et des droits économiques et sociaux (4 cr.)
JUR7630	Droit international et populations vulnérables (4 cr.)
JUR7641	Droit international économique (4 cr.)
JUR7642	Droit du développement international (4 cr.)
JUR7651	Droit pénal international (4 cr.)
JUR7655	Droit international humanitaire (4 cr.)
JUR7660	Modèles universels et régionaux d'organisation internationale (4 cr.)
JUR7670	Droit international, développement technologique et environnement (4 cr.)
JUR768X	Actualités du droit international (4 cr.)
JUR7690	Droit international du commerce et effets juridiques de la mondialisation (4 cr.)
JUR7699	Séminaire de droit appliqué en droit international des droits de la personne (4 cr.)

Concentration en droit international et politique internationale (sans mémoire : 3619)

Quatre activités parmi les suivantes (16 crédits, dont 8 en droit et 8 en science politique) :

JUR7610	Fondements du droit international (4 cr.)
JUR7620	Droit international des droits de la personne et des droits économiques et sociaux (4 cr.)
JUR7630	Droit international et populations vulnérables (4 cr.)
JUR7635	Principes de droit international public
JUR7641	Droit international économique (4 cr.)
POL8300	Principes de politique internationale (4 cr.)
POL8310	Économie politique internationale (4 cr.)
POL8501	Les fondements de la coopération internationale (4 cr.)

Quatre activités de 4 crédits choisies parmi les suivantes, dont au moins deux siglées JUR ou trois activités de 4 crédits dont au moins deux siglées JUR et une activité de 3 crédits :

JUR7105	Formation avancée en recherche juridique et multidisciplinaire informatisée (1 cr.)
JUR7121	Méthodologie avancée de la recherche juridique (4 cr.)
JUR7181	Modèles comparés en droit du travail et organismes internationaux du travail (4 cr.)
JUR7301	Méthodologie de la recherche interdisciplinaire (4 cr.)
JUR7605	Proposition d'un projet d'activité de synthèse (1 cr.)
JUR7610	Fondements du droit international (4 cr.)
JUR7630	Droit international et populations vulnérables (4 cr.)
JUR7642	Droit du développement international (4 cr.)
JUR7651	Droit pénal international (4 cr.)
JUR7655	Droit international humanitaire (4 cr.)
JUR7660	Modèles universels et régionaux d'organisation internationale (4 cr.)
JUR7670	Droit international, développement technologique et environnement (4 cr.)
JUR768X	Actualités du droit international (4 cr.)
JUR7690	Droit international du commerce et effets juridiques de la mondialisation (4 cr.)
JUR7699	Séminaire de droit appliqué en droit international des droits de la personne (4 cr.)
JUR7700	Activité de stage (4 cr.)

POL8290	Les régions du monde (4 cr.)
POL8311	Institutions économiques internationales (4 cr.)
POL8320	Écopolitique internationale (4 cr.)
POL8330	Politique de sécurité globale (4 cr.)
POL8331	Théories et enjeux stratégiques (4 cr.)
POL8401	Politique extérieure des États du monde post-soviétique (4 cr.)
POL8411	Politique extérieure des États-Unis (4 cr.)
POL8421	Relations extérieures du Canada et du Québec (4 cr.)
POL8501	Les fondements de la coopération internationale (4 cr.)
POL8510	Économie politique du développement (4 cr.)
POL8520	Les institutions mondiales et régionales de développement et de coopération (4 cr.)
COM7525	Communication internationale et développement
ENV7230	Géopolitique mondiale et environnement
MGP7017	Gestion de projets internationaux (ECO8051 ou MGP7140 ou MGP7150 ou MKG8408)
SOC8460	Sociologie de la mondialisation

Activités de recherche (par profil)

Profil avec mémoire (25 crédits)

JUR7500	Mémoire (23 cr.)
JUR7501	Présentation du projet de mémoire (2 cr.)

Profil sans mémoire (8 crédits de séminaires obligatoires en plus de l'activité de synthèse de 5 ou 6 crédits)

JUR7215	Séminaire d'approfondissement des connaissances Partie I (4 cr.)
JUR7225	Séminaire d'approfondissement des connaissances Partie II (4 cr.)
JUR7615	Séminaire interdisciplinaire I (4 cr.)
JUR7625	Séminaire interdisciplinaire II (4 cr.)
JUR7401	Activité de synthèse et de présentation (5 cr.)
JUR7402	Activité de synthèse multidisciplinaire (6 cr.)
JUR7605	Proposition d'un projet d'activité de synthèse (1 cr.)

Remarque : Le candidat voudra bien prendre note que les activités au choix dans ce programme et énumérées ci-dessus ne peuvent être offertes à chacun des trimestres (automne, hiver ou été). Par conséquent, elles sont réparties sur plusieurs trimestres et sont donc offertes en alternance d'un trimestre, voire d'une année à l'autre.

Activités optionnelles offertes à tous les étudiants

JUR7105	Formation avancée en recherche juridique et multidisciplinaire informatisée (1 cr.)
JUR7106	Activité d'encadrement d'une recherche interdisciplinaire (1 cr.)
JUR7125	Activité de lectures dirigées (4 cr.)
JUR7700	Activité de stage (4 cr.)

Maîtrise en science politique (3397-3797)

Téléphone : 514 987-4542

www.politique.uqam.ca

Le programme de maîtrise a pour objectifs l'approfondissement des connaissances ainsi que la formation à la recherche et à l'analyse en science politique. Il requiert de tous les étudiants qu'ils approfondissent une concentration de la discipline : 1) analyse et théorie politiques; 2) relations internationales, politique étrangère, coopération et développement; 3) administration et politiques publiques; 4) politique internationale/droit international.

Le programme prépare à des études de troisième cycle ou à des fonctions professionnelles exigeant une capacité d'analyse politique, par exemple dans les médias, les organismes du secteur public, les services centraux d'entreprises privées, les organismes internationaux ou de coopération.

Particularités

- Diversité d'approches théoriques et de courant idéologiques dans toutes les concentrations.
- Préoccupation de couvrir les différentes régions du monde : le corps professoral est formé de professeurs renommés s'intéressant à l'Afrique, à l'Asie, à l'Europe, à l'Amérique latine, les États-Unis, le Canada et le Québec.
- Implication des étudiants dans les activités de recherche départementale et des nombreux groupes et centres de recherche.
- Ouverture sur d'autres disciplines complémentaires : les membres du corps professoral favorisent une compréhension globale des phénomènes internationaux en les abordant sous différents angles (la science politique, le droit, la sociologie, l'histoire, la géographie et l'économie).
- Vitalité de la recherche : environ 40 % des professeurs possèdent des subventions externes pour un total d'environ 1,4 million de dollars par année.
- Possibilité de participer à différentes activités académiques. Par exemple, en fournissant des appuis aux Organisations non gouvernementales (ONG) pour renforcer leurs capacités et établir diverses stratégies d'intervention (activités de formation, publication, stage);
- Formation aux techniques et méthodes de recherche : sondage, entrevue, questionnaire, échantillon, observation, étude de cas, récit de vie, etc.
- Enseignement en petits groupes. Le nombre d'étudiants varie généralement entre 6 et 15.
- Flexibilité du programme qui permet les études à temps complet ou à temps partiel.

Champs de recherche

- Partis politiques, études électorales
- Économie politique et développement
- Pensée et théorie politiques
- Gestion de l'environnement
- Mouvements sociaux
- Politique du Canada et du Québec
- Gouvernement et administration publique
- Relations internationales
- Politiques étrangères et sécurité.

Ouverture du programme à l'international

- Concentration en relations internationales, politique étrangère, coopération et développement (avec mémoire)
- Concentration en politique internationale/droit international (sans mémoire)
- Plusieurs ententes bilatérales, entre autres, avec l'Argentine, le Brésil, le Chili, la France, la Suisse, le Royaume-Uni.

Ce programme comporte un profil recherche (3797) avec trois concentrations :

- analyse et théorie politiques;
 - relations internationales, politique étrangère, coopération et développement;
 - administration et politiques publiques
- et un profil approfondissement des connaissances (sans mémoire) (3397) avec une concentration en
- politique internationale/droit international.

Le nom des concentrations concernés figurera sur le diplôme des étudiants.

Grade

Maître ès arts, M.A.

Crédits 45

Régime et durée des études

- Temps complet : 2 ans
- Temps partiel : 4 ans

Organisation des études

Cours offerts en de jour et de soir

Trimestre(s) d'admission

Automne et hiver

Capacité d'accueil

- Les concentrations menant à la rédaction d'un mémoire ne sont pas contingentées.
- La concentration politique internationale/droit international est contingentée à 30 étudiants.

Stage

- Possibilité d'effectuer un stage optionnel, d'une durée minimale de 140 heures.
- Le nombre d'heures de travail par semaine est variable selon les besoins de l'organisme et le stage peut être fait à temps partiel.
- Il peut être rémunéré ou non.
- Les lieux de stages sont variés : organisation du secteur public ou parapublic, entreprise privée, organisme international ou de coopération, médias, organisme communautaire.
- Il peut se dérouler au Canada ou à l'étranger.
- Restriction : le stage ne peut être effectué au lieu de travail de l'étudiant, à moins que le stagiaire soit chargé d'un projet spécial dont les tâches diffèrent de ses tâches habituelles.

Méthodes pédagogiques privilégiées

- Séminaires en petits groupes

Perspectives professionnelles

- Analyste politique
- Conseiller aux affaires étrangères
- Politologue
- Gestionnaire
- Agent d'information ou de recherche
- Attaché politique
- Lobbyiste
- Diplomate

CONDITIONS D'ADMISSION

- Être titulaire d'un baccalauréat ou l'équivalent en science politique, obtenu avec une moyenne cumulative d'au moins 3,2 sur 4,3 ou l'équivalent;

ou

- être titulaire d'un baccalauréat ou l'équivalent dans une autre discipline, obtenu avec une moyenne cumulative d'au moins 3,2 sur 4,3 ou l'équivalent;

ou

- posséder une expérience jugée pertinente.

Dans les deux derniers cas, le candidat pourra être tenu de suivre une formation propédeutique ou des cours d'appoint.

Le candidat devra, en outre, joindre à sa demande d'admission une lettre d'une ou deux pages dans laquelle il fera part de ses objectifs de formation et de ses objectifs professionnels et indiquera la concentration dans laquelle il souhaite être admis.

Le candidat devra avoir une très bonne maîtrise de la langue française, ainsi qu'une connaissance adéquate de l'anglais. Dans le cas où cette connaissance serait jugée insuffisante, le candidat pourra être tenu de suivre des cours d'appoint.

Conditions complémentaires (concentration en études féministes)

L'attestation de la concentration de premier cycle en études féministes ou une formation jugée équivalente permettra l'inscription à la concentration. Dans certains cas, des cours d'appoint pourront être exigés pour être admissible.

Méthodes et critères de sélection

- Évaluation du dossier académique, de la lettre de motivation du candidat et des lettres de recommandation (au moins deux recommandations doivent être favorables à la candidature).
- Une entrevue pourra également être exigée.

LISTE DES ACTIVITÉS

(Sauf indication contraire, les cours comportent 3 crédits; les cours entre parenthèses sont préalables.)

1) Concentration analyse et théorie politiques

L'étudiant s'inscrit dès le premier trimestre à l'un des séminaires suivants :

- POL8005 La méthode en science politique (4 cr.)
- POL8006 Méthodologie et techniques de recherche en science politique (4 cr.)
- POL8101 Théories du politique (4 cr.)

Il doit également suivre au moins deux séminaires de concentration parmi les suivants :

- POL8101 Théories du politique (4 cr.)
- POL8111 Féminisme et science politique (4 cr.)
- POL8121 Discours et représentation du politique (4 cr.)
- POL8134 Mutations démocratiques et transformations de l'État (4 cr.)

- POL8141 La pensée politique au Québec (4 cr.)
- POL8150 Idées politiques (4 cr.)
- POL8160 Forces politiques contemporaines (4 cr.)
- POL8170 Séminaire interdisciplinaire en théorie psychanalytique (4 cr.)
- POL8190 Séminaire de maîtrise - Politique et science
- POL8201 Élections et comportements politiques (4 cr.)
- POL8211 Questions politiques québécoises et canadiennes (4 cr.)
- POL8221 Politique intérieure des États de la Communauté des États indépendants (4 cr.)
- POL8225 Politique intérieure des États d'Europe centrale et orientale (4 cr.)
- POL8245 Politique intérieure des États-Unis (4 cr.)
- POL8261 Amérique Latine (4 cr.)
- POL8271 Maghreb-Machrek (4 cr.)
- POL8280 Afrique (4 cr.)
- POL8291 Les nationalismes contemporains (4 cr.)
- POL8450 Politique intérieure de la Chine et de Taïwan (4 cr.)

Il peut suivre, au plus, deux séminaires choisis parmi les suivants, dans une autre concentration, ou encore dans un autre département, après autorisation de la direction du programme :

- POL8800 Séminaire de lectures dirigées (4 cr.)
- POL8811 Stage de travail et de formation (4 cr.)
- POL8820 Atelier I (4 cr.)
- POL8830 Atelier II (4 cr.)
- POL890X Séminaire thématique (4 cr.)

Il doit enfin compléter les activités de recherche suivantes :

- POL8900 Projet de mémoire (4 cr.)

Si nécessaire, l'étudiant doit faire l'activité :

- POL8851 Intégration aux activités de recherche des acquis multidisciplinaires (2 cr.)
- Mémoire (21 cr.)

2) Concentration relations internationales, politique étrangère, coopération et développement

L'étudiant s'inscrit dès le premier trimestre à l'un des séminaires suivants :

- POL8005 La méthode en science politique (4 cr.)
- POL8006 Méthodologie et techniques de recherche en science politique (4 cr.)
- POL8302 Théories des relations internationales (4 cr.)

Il doit également suivre au moins deux séminaires de concentration parmi les suivants :

- POL8300 Principes de politique internationale (4 cr.)
- POL8302 Théories des relations internationales (4 cr.)
- POL8310 Économie politique internationale (4 cr.)
- POL8311 Institutions économiques internationales (4 cr.)
- POL8320 Écopolitique internationale (4 cr.)
- POL8330 Politique de sécurité globale (4 cr.)
- POL8331 Théories et enjeux stratégiques (4 cr.)
- POL8401 Politique extérieure des États du monde post-soviétique (4 cr.)
- POL8411 Politique extérieure des États-Unis (4 cr.)
- POL8421 Relations extérieures du Canada et du Québec (4 cr.)
- POL8430 Politique extérieure des États de l'Asie de l'Est (4 cr.)
- POL8440 Politique extérieure de l'Europe occidentale (4 cr.)
- POL8261 Amérique Latine (4 cr.)
- POL8271 Maghreb-Machrek (4 cr.)
- POL8280 Afrique (4 cr.)
- POL8290 Les régions du monde (4 cr.)
- POL8501 Les fondements de la coopération internationale (4 cr.)
- POL8510 Économie politique du développement (4 cr.)
- POL8520 Les institutions mondiales et régionales de développement et de coopération (4 cr.)
- POL8530 Dynamiques locales et développement (4 cr.)

Il peut suivre, au plus, deux séminaires parmi les suivants, dans une autre concentration, ou encore dans un autre département, après autorisation de la direction du programme :

- POL8800 Séminaire de lectures dirigées (4 cr.)
- POL8811 Stage de travail et de formation (4 cr.)
- POL8820 Atelier I (4 cr.)
- POL8830 Atelier II (4 cr.)
- POL890X Séminaire thématique (4 cr.)

Il doit enfin compléter les activités de recherche suivantes :

- POL8900 Projet de mémoire (4 cr.)

Si nécessaire, l'étudiant doit faire l'activité :

- POL8851 Intégration aux activités de recherche des acquis multidisciplinaires (2 cr.)
- Mémoire (21 cr.)

3) Concentration administration et politiques publiques

L'étudiant s'inscrit dès le premier trimestre à l'un des séminaires suivants :

- POL8005 La méthode en science politique (4 cr.)

POL8006 Méthodologie et techniques de recherche en science politique (4 cr.)
POL8601 Séminaire de recherche en administration publique (4 cr.)

Il doit également suivre au moins deux séminaires de concentration parmi les suivants :

POL8190 Séminaire de maîtrise - Politique et science
POL8601 Séminaire de recherche en administration publique (4 cr.)
POL8610 Problèmes actuels en administration publique (4 cr.)
POL8621 Gestion des ressources humaines (4 cr.)
POL8631 La haute fonction publique et le processus gouvernemental (4 cr.)
POL8211 Questions politiques québécoises et canadiennes (4 cr.)
POL8701 Analyse des politiques et ressources publiques (4 cr.)
POL8710 Administration des politiques urbaines (4 cr.)
POL8720 Politiques publiques et sociétés : consultation et concertation (4 cr.)
POL8730 Évaluation des politiques publiques (4 cr.)
POL8742 Gouvernance environnementale (4 cr.)

Il peut suivre, au plus, deux séminaires parmi les suivants, dans une autre concentration, ou encore dans un autre département, après autorisation de la direction du programme :

POL8800 Séminaire de lectures dirigées (4 cr.)
POL8811 Stage de travail et de formation (4 cr.)
POL8820 Atelier I (4 cr.)
POL8830 Atelier II (4 cr.)
POL890X Séminaire thématique (4 cr.)

Il doit enfin compléter les activités de recherche suivantes :

POL8900 Projet de mémoire (4 cr.)

Si nécessaire, l'étudiant doit faire l'activité :

POL8851 Intégration aux activités de recherche des acquis multidisciplinaires (2 cr.)

Mémoire (21 cr.)

4) Concentration politique internationale/droit international

L'étudiant doit compléter huit crédits de science politique et huit crédits de droit parmi les activités suivantes (16 crédits) :

POL8300 Principes de politique internationale (4 cr.)
POL8310 Économie politique internationale (4 cr.)
POL8501 Les fondements de la coopération internationale (4 cr.)
JUR7610 Fondements du droit international (4 cr.)
JUR7620 Droit international des droits de la personne et des droits économiques et sociaux (4 cr.)
JUR7630 Droit international et populations vulnérables (4 cr.)
JUR7635 Principes de droit international public
JUR7641 Droit international économique (4 cr.)

L'étudiant choisit ensuite, parmi les activités suivantes ou celles non complétées du bloc précédent, quatre activités de quatre crédits dont au moins deux siglées POL ou trois activités de quatre crédits, dont au moins deux siglées POL, et une activité de trois crédits pouvant être choisies dans un autre programme ou un autre département, après autorisation de la direction du programme :

POL8290 Les régions du monde (4 cr.)
POL8311 Institutions économiques internationales (4 cr.)
POL8320 Écopolitique internationale (4 cr.)
POL8330 Politique de sécurité globale (4 cr.)
POL8331 Théories et enjeux stratégiques (4 cr.)
POL8401 Politique extérieure des États du monde post-soviétique (4 cr.)
POL8411 Politique extérieure des États-Unis (4 cr.)
POL8421 Relations extérieures du Canada et du Québec (4 cr.)
POL8440 Politique extérieure de l'Europe occidentale (4 cr.)
POL8501 Les fondements de la coopération internationale (4 cr.)
POL8510 Économie politique du développement (4 cr.)
POL8520 Les institutions mondiales et régionales de développement et de coopération (4 cr.)
POL8811 Stage de travail et de formation (4 cr.)
JUR7121 Méthodologie avancée de la recherche juridique (4 cr.)
JUR7301 Méthodologie de la recherche interdisciplinaire (4 cr.)
JUR7610 Fondements du droit international (4 cr.)
JUR7630 Droit international et populations vulnérables (4 cr.)
JUR7642 Droit du développement international (4 cr.)
JUR7651 Droit pénal international (4 cr.)
JUR7655 Droit international humanitaire (4 cr.)
JUR7660 Modèles universels et régionaux d'organisation internationale (4 cr.)
JUR7670 Droit international, développement technologique et environnement (4 cr.)
JUR768X Actualités du droit international (4 cr.)
JUR7181 Modèles comparés en droit du travail et organismes internationaux du travail (4 cr.)
JUR7690 Droit international du commerce et effets juridiques de la mondialisation (4 cr.)
JUR7700 Activité de stage (4 cr.)

COM7525 Communication internationale et développement
ENV7230 Géopolitique mondiale et environnement
MGP7017 Gestion de projets internationaux (ECO8051 ou MGP7140 ou MGP7150 ou MKG8408)

SOC8460 Sociologie de la mondialisation

L'étudiant doit compléter également les activités de recherche obligatoires suivantes :

POL8915 Séminaire interdisciplinaire I (4 cr.)
POL8925 Séminaire interdisciplinaire II (4 cr.)
POL8955 Activité de synthèse et de présentation (5 cr.)

Si nécessaire, l'étudiant doit faire l'activité suivante :

POL8851 Intégration aux activités de recherche des acquis multidisciplinaires (2 cr.)

Note : Ces trois activités constituent un séminaire annuel portant sur un thème sélectionné par les professeurs responsables de ce séminaire. Les étudiants doivent obligatoirement travailler sur le thème retenu pour l'ensemble des trois activités de recherche, et ce depuis une perspective bidisciplinaire faisant intervenir les disciplines de science politique et des sciences juridiques.

Maîtrise en science politique avec concentration de deuxième cycle en études féministes

La maîtrise s'associe à l'Institut de recherches et d'études féministes (IREF) de l'UQAM pour offrir à ses étudiantes et étudiants une concentration à l'issue de laquelle une attestation en études féministes est délivrée à l'étudiante ou à l'étudiant, en sus de son diplôme de maîtrise.

Cours à suivre

La concentration donne accès à une formation multidisciplinaire en études féministes. Elle implique de suivre les cours suivants :

FEM7000 Séminaire multidisciplinaire en études féministes : Approches, théories et méthodes de recherche en études féministes

ou un autre cours choisi en dehors de la discipline d'origine, soit par exemple :

COM8110 Recherches féministes en communication
POL8111 Féminisme et science politique (4 cr.)
SOC8560 Théories et débats féministes
TRS8310 Politiques sociales, État et mouvements sociaux

Une activité en études féministes offerte par le programme de maîtrise, soit, par exemple :

POL8800 Séminaire de lectures dirigées (4 cr.)
POL8811 Stage de travail et de formation (4 cr.)
POL8820 Atelier I (4 cr.)
POL890X Séminaire thématique (4 cr.)

Mémoire

Pour recevoir l'attestation d'études de deuxième cycle en études féministes, il est nécessaire d'avoir complété avec succès, sous la direction ou la codirection d'un membre professoral compétent en études féministes, un mémoire dont le sujet devra être jugé recevable par la coordonnatrice de l'enseignement de la concentration de deuxième cycle en études féministes. Pour plus d'informations, prière de contacter à la fois la direction de son programme de maîtrise et la coordonnatrice de l'enseignement de la concentration à l'IREF.

Remarque : Le candidat voudra bien prendre note que les activités au choix dans ce programme et énumérées ci-dessus ne peuvent être offertes à chacun des trimestres (automne, hiver ou été). Par conséquent, elles sont réparties sur plusieurs trimestres et sont donc offertes en alternance d'un trimestre voire d'une année à l'autre.

Recherche (25 crédits)

Le candidat à la maîtrise avec mémoire doit soumettre un mémoire d'une longueur variant entre 75 et 120 pages, clôturant son activité de recherche. Il doit témoigner d'une connaissance adéquate de la littérature pertinente au sujet et faire preuve de la capacité de l'étudiant de mener à bien une recherche, d'analyser des sources et d'en présenter les résultats dans une langue claire. Le département accepte plusieurs types de mémoires, notamment la recherche empirique, la revue critique des travaux dans un domaine particulier, la monographie, l'étude descriptive, l'essai critique, le projet d'intervention, etc. Le mémoire doit être rédigé de manière conforme aux normes indiquées dans le Guide des règles de présentation des mémoires et thèses.

Le mémoire de maîtrise a une valeur de 21 crédits et est évalué par un jury de trois personnes comprenant le directeur de recherche.

Avant de rédiger son mémoire, le candidat doit toutefois présenter un projet de mémoire, document de quinze à vingt pages (bibliographie exclue) comprenant une brève présentation du sujet du mémoire, une synthèse de la littérature pertinente, un exposé de la problématique et des objectifs du mémoire, des indications sur la méthodologie qui sera mise en œuvre, un plan du mémoire, un calendrier de travail, ainsi qu'une bibliographie détaillée.

Le projet, qui doit être approuvé d'abord par le directeur de recherche, puis soumis au sous-comité d'admission et d'évaluation doit démontrer que l'étudiant est en mesure de mener à bien la recherche projetée. Le texte doit en être concis, rédigé dans une langue claire et présenté suivant les normes en vigueur (voir le Guide des règles de présentation des mémoires et thèses, disponible au moment de l'inscription en projet de mémoire).

Les crédits attachés à l'épreuve ne sont attribués qu'une fois cette démarche complétée.